

LeÃ§ons sÃ©nÃ©galaises

Suite Ã la dÃ©faillance de la conduite du Lac de Guiers Ã Keur Momar Sarr - Une conduite en culotte qui saute et des milliers de familles qui se retrouvent sans eau Ã patauger dans la gadoue. Un premier ministre qui dÃ©nie la compÃ©tence des ingÃ©nieurs nationaux, un prÃ©sident de la RÃ©publique qui prend son tÃ©lÃ©phone pour demander secours Ã son homologue franÃ§ais, et finalement la livraison de la fameuse culotte par avion militaire. On l'aura bien compris : il fallait Ã tout prix Ã©viter... l'onde de choc. Comment une affaire de tuyaux est devenue affaire d'Ã‰tat... par Aliou DIACK, Bes Du Ã'akk. H2o octobre 2013.

LEÃ‡ONS SÃ‰NÃ‰GALAISES

de la dÃ©faillance de la conduite du Lac de Guiers Ã Keur Momar Sarr

Une conduite en culotte qui saute et des milliers de familles qui se retrouvent sans eau Ã patauger dans la gadoue. Un premier ministre qui dÃ©nie la compÃ©tence des ingÃ©nieurs nationaux, un prÃ©sident de la RÃ©publique qui prend son tÃ©lÃ©phone pour demander secours Ã son homologue franÃ§ais, et finalement la livraison de la fameuse culotte par avion militaire. On l'aura bien compris : il fallait Ã tout prix Ã©viter... l'onde de choc. Comment une affaire de tuyaux est devenue affaire d'Ã‰tat.

Pr. Aliou Diack

ancien professeur de structures et d'hydraulique - Ã‰cole Polytechnique de ThiÃ¨s

membre de l'Association internationale des ponts & charpentes - AIPC

coordonnateur national de Bes Du Ã'akk

Ã

H2o - octobre 2013

Ã

AprÃ¨s les sÃ©vices corporels et psychiques endurÃ©s par les populations durant les trois semaines qu'a durÃ© la pÃ©nurie d'eau, suivis d'un grand ouf de soulagement, le peuple sÃ©nÃ©galais a le droit de savoir. Le directeur gÃ©nÃ©ral de la SDE (SÃ©nÃ©galaise des eaux), Mamadou Dia, nous a enlevÃ© une Ã©pine du pied en prÃ©citant, que ce sont exclusivement des ingÃ©nieurs et ouvriers sÃ©nÃ©galais, qui ont rÃ©parÃ© les conduites d'eau endommagÃ©es Ã Keur Momar Sarr. Cette prÃ©cision est de taille, surtout pour rassurer Madame le Premier ministre Aminata TourÃ©, qui avait dÃ©clarÃ© urbi et orbi que "l'expertise sÃ©nÃ©galaise en la matiÃ¨re n'existe pas", pour justifier devant l'opinion nationale et internationale l'appel du pied aux ingÃ©nieurs franÃ§ais et chinois. Beaucoup de techniciens sÃ©nÃ©galais ont Ã©galement senti une certaine gÃªne de voir leur prÃ©sident de la RÃ©publique prendre son tÃ©lÃ©phone, pour demander du secours Ã son homologue franÃ§ais FranÃ§ois Hollande pour une panne somme toute banale dans une exploitation d'ouvrages d'ingÃ©nierie de cette nature et dont une entreprise franÃ§aise dÃ©faillante endosse l'entiÃ¨re responsabilitÃ©. Il s'agit en effet d'une chose bien simple :

- une piÃ“ce dÃ©tachÃ©e, en l'occurrence une conduite en acier en forme de Y a Ã©tÃ© posÃ©e en 2004 dans le rÃ©seau AL (Adduction Lac de Guiers) par l'entreprise franÃ§aise DegrÃ©montÂ (filiale de Suez Environnement) sur commande et sous la responsabilitÃ© de la SONES (SociÃ©tÃ© nationale des eaux du SÃ©nÃ©gal), au nom de l'Ã‰tat sÃ©nÃ©galais ;
- cette piÃ“ce qui aurait dÃ» avoir une durÃ©e de vie de 50 ans (et non 30 !) craque dÃ's 2009, et plusieurs fois de suite plus tard, causant des dÃ©gÃ¢ts incommensurables au peuple sÃ©nÃ©galais meurtri ;
- pour cette piÃ“ce spÃ©ciale dÃ©fectueuse, une disposition du contrat d'exÃ©cution et de maintenance entre la SONES et DegrÃ©mont aurait dÃ» prÃ©voir une rÃ©serve, ce qui visiblement n'est pas le cas.

Devant une telle dÃ©faillance, la solution qui s'impose, est que la SONES prenne contact avec l'entreprise et passe commande de cette piÃ“ce, qu'on ne fait que monter. Les ingÃ©nieurs Ã©trangers ne feraient pas autre chose.

Pour une procÃ©dure de routine aussi simple et des responsabilitÃ©s aussi claires des locateurs de services, avait-on vraiment besoin d'en faire une affaire d'Ã‰tat ; d'ameuter les prÃ©sidents de la RÃ©publique de France et de Chine ?

Les SÃ©nÃ©galais ont raison d'en vouloir aux autoritÃ©s, non pas parce qu'on les a privÃ©s d'eau pendant presque trois semaines, mais parce que le gouvernement n'a pas eu le courage politique de leur dire la vÃ©ritÃ© dÃ's le dÃ©part et d'assumer toutes ses responsabilitÃ©s, installant le pays dans une cacophonie indescriptible.

Sur la nature prÃécise de l'incident

Qu'est-ce qui s'est rÃ©ellement passÃ© Ã Keur Momar Sarr ? La conduite de dÃ©doublement (il y en a deux, dont l'une vient de la localitÃ© de Gnith) de 1,20 mÃ¶tre de diamÃ¶tre a cessÃ© d'acheminer de l'eau Ã cause d'une rupture sur un raccordement en forme de Y, que les hydrauliciens appellent "culotte" Ã cause de sa forme de pantalon. Elle sert en fait de bifurcation. Dans une interview parue dans le journal Le Quotidien, en date du mardi 1er octobre 2013, la directrice gÃ©nÃ©rale de la SONES lÃªve un coin de voile sur les causes ayant conduit Ã cet incident qui a assoiffÃ© les habitants de la capitale, mais aussi ceux de beaucoup d'agglomÃ©rations urbaines traversÃ©es par la conduite.

Aux questions du journaliste Aly Fall, Madame la Directrice Anta Seck fournit des rÃ©ponses qui donnent froid au dos. Elle dit en substance, je la cite : "(...) C'est parce que, jusqu'Ã preuve du contraire, il s'agit d'un incident d'exploitation. Il n'y a que l'audit technique qui pourra dÃ©finir, de faÃ§on claire, les responsabilitÃ©s des uns et des autres. Parce que la SONES est une sociÃ©tÃ© de patrimoine qui planifie les investissements, recherche les financements, rÃ©alise les infrastructures qu'elle met Ã la disposition de la SDE qui exploite (...)" . Donnant son sentiment sur la rÃ©paration de la conduite effectuÃ©e par les ingÃ©nieurs sÃ©nÃ©galais, laquelle il faut le souligner, n'est encore que provisoire, elle ajoute : "Oui, il y a une solution dÃ©finitive qu'il faut rapidement mettre en œuvre, pour Ã©viter que de pareils dÃ©sagrÃ©ments ne se reproduisent dans le futur. Il s'agit de renouveler totalement la piÃ“ce en Y, il s'agit Ã©galement de renouveler la conduite DN500 qui a fait l'objet de la toute premiÃ¨re rÃ©paration en 2009. Nous allons Ã©galement, dans le cadre de ce que nous sommes en train de faire, renforcer le dÃ©ficit sÃ©curitaire : la protection anti-bÃ©lier. Parce que, lorsque nous nous sommes rendus sur le terrain, nous avons constatÃ© que les conduites Ã©taient dÃ©formÃ©es : la conduite 800, la conduite 1 200 avaient connu une dÃ©chirure longitudinale. Ce qui laisse penser Ã une surpression dÃ©coulant d'un coup de bÃ©lier..."

La directrice de la SONES fournit des informations d'une extrÃªme importance qui malheureusement nous confortent

dans le sentiment que la faute principale incombe à la société Degrémont, sans pour autant disculper totalement la SONES. La directrice semble occulter un détail important, à savoir que tous les ouvrages dont il s'agit lui appartiennent et sont dans le patrimoine de sa société, qu'elle gère pour l'État sénégalais.

En effet, c'est bien sous la maîtrise d'ouvrage d'ingénierie de la SONES pour l'état du Sénégal, que les termes de rattachements (TDR), les études, la construction, le contrôle technique et la réception, ont été faits. Ces ouvrages ont ensuite été mis à la disposition de la SDE qui ne fait que les exploiter. À ce titre, la SONES et la société Degrémont devront répondre à certaines interpellations tout à fait légitimes du peuple sénégalais.

Il faut d'abord s'inquiéter de la durée de vie extrêmement courte des tuyaux posés en 2004, donc depuis seulement 9 ans, alors que leur durée de vie prévisionnelle est de 50 ans. En effet, l'exploitation des réseaux d'adduction d'eau comme de tous les ouvrages de la SONES, est assujettie à une contrainte d'application d'un cahier des charges dénommé "Cahier des clauses et des conditions générales du service public de l'eau et de l'assainissement", qui est un décret n° 84-1130 signé le 4 octobre 1984 par le Président Abdou Diouf du temps de feu Samba Yella Diop, alors ministre de l'Hydraulique. Ce décret stipule en son article 13, que la durée de vie des conduites en fonte et en acier est de 50 ans, celle en amiante, en ciment et en PVC, de 30 ans. Comment expliquer dès lors, qu'une conduite neuve (l'adjectif "neuve" est significatif !) en fonte ou en acier qui devait durer 50 ans, puisse se fissurer plusieurs fois en l'espace de 9 ans alors que la garantie décennale est en cours de validité ?

En outre, Madame la Directrice avoue qu'il n'y avait pas ou pas suffisamment de sécurité anti-bâclier. Cela est très grave, car le dispositif anti-bâclier est la mesure de sécurité la plus importante en matière d'adduction d'eau par conduites forcées. C'est ce d'abord de dispositif anti-bâclier qui explique les fissures longitudinales constatées sur les gros diamètres, qu'aucune soudure ne devrait résister, parce que interdite par les normes techniques. Le phénomène anti-bâclier survient quand on bouche brusquement (accidentellement ou par fermeture brusque d'une vanne) en aval de l'écoulement de l'eau dans une conduite sous pression, qui provoque une onde de choc appelée coup de bâclier ou pression de Joukovsky (aérodynamicien russe) qui peut augmenter très dangereusement la pression d'exploitation du réseau. Pour remédier à cela, on installe dans le réseau des anti-bâcliers, qui sont en fait des décompresseurs. Leur absence ou leur insuffisance, conduit inexorablement à la fissuration ou à l'écatement des conduites. Pour avoir une idée des forces de l'eau en jeu, il faut savoir que la pression d'exploitation de 22 bars dans les tuyaux à Keur Momar Sarr, correspond à un poids de 220 tonnes par mètre carré, c'est-à-dire au poids de 10 gros camions de 20 tonnes chargés au maximum sur une superficie de un mètre carré. Si la pression de Joukovsky intervient sans dispositifs anti-bâcliers qui fonctionnent correctement, alors bonjour les dégâts. L'absence ou l'insuffisance de sécurité anti-bâclier tombe clairement sous la responsabilité de la société Degrémont qui a posé la tuyauterie, en l'occurrence Degrémont, parce que ce dispositif en est partie intégrante.

En résumé, si le Président François Hollande vole aussi généreusement et promptement au secours du Président Macky Sall, avec livraison à domicile par vol militaire spécial de la précieuse "culotte", comme d'une pierre précieuse, c'est bien qu'il est conscient que la défaillance est du côté de la société française Degrémont et qu'il a une image à sauvegarder. Qu'on nous présente cette intervention comme une aide généreuse de la France financée par l'Agence française de développement pose problème. Le comble serait qu'on nous la fasse payer au contribuable sous forme de crédit.

L'étude et l'exécution du marché

La directrice de la SONES nous console en nous renvoyant à un hypothétique audit. C'est une très bonne idée, mais l'idée du temps étant à la gouvernance vertueuse, il faudrait exiger qu'une place soit réservée dans l'équipe des auditeurs, à la société civile et à l'association des consommateurs. L'Assemblée nationale devrait également se saisir de ce problème et déclencher une enquête parlementaire indépendante de l'Inspection générale d'État, contrôlée exclusivement par l'exécutif.

Il est en effet primordial d'clairer la lanterne des SÃ©nÃ©galais sur l'identitÃ© des intervenants autour du projet : les termes de rÃ©fÃ©rences (TDR) du marchÃ© ?, les documents d'appel d'offres (DAO) ?, les contrats de marchÃ©s et avenants ?, le bureau de contrÃ©le technique ?, la rÃ©ception des ouvrages ?, la garantie TRC (tous risques chantiers), l'assurance de garantie dÃ©cennale sur les conduites ?, la prÃ©vision de stock de rÃ©serve pour la culotte ? Si les Ã©lÃ©ments susvisÃ©s sont mis Ã la disposition des SÃ©nÃ©galais, qui ont droit Ã l'information selon la Constitution, il sera alors aisÃ© de dÃ©terminer trÃ¨s rapidement la responsabilitÃ© des uns et des autres.

Le caractÃ“re stratÃ©gique de l'eau et la question de sa nationalisation

L'Ã‰tat du SÃ©nÃ©gal a hypothÃ©quÃ© une partie importante de sa souverainetÃ© en privatisant la SONES (SociÃ©tÃ© nationale d'exploitation des eaux du SÃ©nÃ©gal) depuis le 23 avril 1996, avec comme consÃ©quence la crÃ©ation de la sociÃ©tÃ© nÃ¢tive de patrimoine appelÃ©e SONES, dont le directeur est nommÃ© par dÃ©cret du prÃ©sident de la RÃ©publique. Ã€ cÃ´tÃ© d'elle, crÃ©Ã©e une sociÃ©tÃ© chargÃ©e de l'exploitation, donc de la partie la plus lucrative, Ã savoir la SDE, filiale de la sociÃ©tÃ© franÃ§aise Bouygues avec 51 % du capital dÃ©tenue par la Saur dÃ©nommÃ©e Finagestion, et dont le directeur est nommÃ© par son conseil d'administration. La SDE est donc privÃ©e et ne dÃ©pend pas de l'Ã‰tat du SÃ©nÃ©gal ; elle est rÃ©gie par un contrat d'affermage renouvelable par l'Ã‰tat, mais qui ne dÃ©tient lui-mÃªme que 5 % du capital de la sociÃ©tÃ©, le reste Ã©tant dÃ©tiÃ© par des privÃ©s sÃ©nÃ©galais (39 %) et les agents de la SDE (5 %). C'est donc par pure politesse que Mamadou Dia n'a pas rÃ©agi Ã l'injonction de rÃ©quisition publique du Premier ministre, qui lui intimait l'ordre de rester Ã Keur Momar Sarr jusqu'Ã la finalisation des travaux de rÃ©paration. D'abord ce fut un non sens, car toute la logistique et l'Ã©quipe directionnelle de la SDE se trouvent Ã Dakar et Mamadou Dia Ã©tait plus utile Ã Dakar qu'Ã Keur Momar Sarr ! Il aurait pu rÃ©torquer Ã Madame le Premier ministre : "Vous n'Ã“tes pas mon chef et je n'ai pas d'ordre Ã recevoir de vous !"

Selon certaines sources, Bouygues aurait rachetÃ© des parts d'actions non libÃ©rÃ©es, pour se retrouver avec 65 % du capital, et, toujours selon les mÃªmes sources, aurait revendu 60 % Ã l'AmÃ©ricain Emerging Capital Partners (ECP) devenu le partenaire stratÃ©gique de la SDE. Ce qui est cependant dÃ©terminant dans les responsabilitÃ©s, c'est la configuration du capital en 2004 et les conditions de passation du marchÃ©, Ã ladite Ã©poque oÃ¹ le grÃ©co Ã grÃ©co Ã©tait la rÃ© [Voir Ã ce sujet : l'article du Sud Quotidien, Gouvernance de l'eau potable : Le beurre, l'argent et... le fermier - InstantanÃ©s H2o septembre 2013]

Selon les termes des accords, la SONES est chargÃ©e de la gestion du patrimoine et du contrÃ©le de la qualitÃ© de l'exploitation et du service. Ã€ ce titre, parmi ses missions, il y a entre autres :

- l'exploitation et entretien de l'infrastructure et du matÃ©riel ;
- le renouvellement du matÃ©riel d'exploitation.

Une bonne comprÃ©hension de ces dispositions contractuelles, laisse apparaÃ®tre une responsabilitÃ© claire de la SONES, pas celle de la SDE. La directrice de la SONES a bien raison de mettre en demeure la sociÃ©tÃ© DegrÃ©mont pour remplacer la conduite dÃ©fectueuse. Il faut juste se dÃ©soler du retard pris, pour mettre la sociÃ©tÃ© franÃ§aise devant ses responsabilitÃ©s, car le premier incident est intervenu en 2009 !

La crise que nous venons de traverser montre encore une fois, qu'il ne faut pas brader le patrimoine et que les sociétés stratégiques du service de l'eau, de l'électricité, du téléphone, de la poste, ne devraient pas être privatisées ! Cette logique peut nous être fatale. Si certaines sociétés nationales ont montré leurs limites par une gestion caractérisée par la gabegie, c'est qu'on les a toujours prises pour des vaches lait des dirigeants politiques qui ont pris la décision de la destination de notre pays depuis l'indépendance. Il ne peut y avoir de sociétés plus rentables que la SENELEC, la SONATEL ou la SDE/SONES. Il est grand temps que ces sociétés soient nationalisées, nonobstant les réticences de la Banque mondiale et de Fonds monétaire international, qui tentent de nous vendre ce concept de "partenariat public-privé" (PPP) comme une issue salutaire.

La SDE a bénéficié d'un contrat d'affermage de dix ans (1996-2006), qui a été prolongé par un avenant de cinq ans (2011-2016). Est-ce qu'il y a eu une seconde prolongation ou est-on passé à la phase de concession, encore plus préjudiciable pour la sécurité des Sénégalais ? L'affermage, est en fait une forme "soft" de la privatisation. La phase ultime dite "concession", livrerait le peuple sénégalais pieds et poings liés aux investisseurs étrangers, qui s'approprieraient les privilégiés de la SONES (infrastructures, investissements), mais également fixeraient librement le prix de l'eau. Et si demain un gouvernement récalcitrant ne marche pas au pas des investisseurs étrangers ou tente de s'affranchir, il sera bien facile de s'en débarrasser en assoiffant le peuple.Â .

Â

Â

Â

Â ResSources

BES DU Æ'AKK

Mouvement citoyen pour la refondation nationale et une gouvernance fondée sur l'éthique

Page Facebook